

Alexandre Magnan, coauteur du rapport du Giec : « Le changement climatique impose une remise en question », Le JDD, 26/02/22, 20h30
Marianne Enault

Dans une nouvelle évaluation attendue lundi, les experts dressent un tableau inquiétant des impacts du réchauffement et appellent les Etats à les anticiper.

Canicules, sécheresse, inondations, tempêtes, augmentation du niveau de la mer... la nouvelle évaluation du Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) publiée lundi documentent les impacts attendus du changement climatique partout sur la planète. Dans ce « résumé aux décideurs », issu de la compilation de milliers de travaux scientifiques, les chercheurs déclinent les conséquences du réchauffement sur la santé, la sécurité alimentaire, les ressources en eau, les écosystèmes et les populations.

Une sorte de répétition, en plus intense, plus rapprochés et partout sur la planète, des phénomènes extrêmes observés l'an dernier : les flammes ravageant l'Ouest américain, la Grèce ou la Turquie ; les flots submergeant l'Allemagne ou la Chine ; le thermomètre s'affolant au Canada ou en Sibérie. Il s'agit du second volet du rapport : dans le premier, publié en août dernier, les experts estimaient que le mercure atteindrait autour de 2030 le seuil de +1,5 degré, soit dix ans plus tôt que prévu. Le troisième opus est attendu en avril et portera sur les solutions pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, soit l'atténuation.

> Lire aussi - Le climatologue Christophe Cassou : "Le changement climatique est un voyage sans retour"

Celui-ci traite donc de l'adaptation : il s'agit, une fois les impacts localisés, d'identifier les solutions pour faire face, évaluer leur efficacité et leur faisabilité. Le temps presse. « S'adapter, ça ne veut pas dire renoncer à lutter contre le changement climatique, explique Alexandre Magnan, l'un des auteurs du rapport et chercheur à l'Institut du développement durable et des relations internationale (IDDRI-Sciences Po). Mais dans certains endroits, s'adapter ça voudra dire partir. »

Pourquoi doit-on s'adapter aux conséquences du changement climatique ?

Les preuves scientifiques s'accumulent : même dans les scénarios les plus optimistes sur les émissions de gaz à effet de serre, il y aura des impacts. Et notre rapport va renforcer ce message. Il met fin aussi à la vieille rengaine qui consiste à penser qu'il faut mettre le paquet sur l'atténuation, pour ne pas avoir à s'adapter. Quoiqu'il se passe, il faudra s'adapter. Et s'adapter, ce n'est pas renoncer à lutter contre.

Est-ce tout le monde en est convaincu ?

Ce n'est pas encore tout à fait le cas dans le discours politique ou dans les actes. Mais les scientifiques le disent depuis dix ans : s'adapter est aussi incontournable qu'atténuer le changement climatique. La COP21 à Paris a été l'acte politique qui a permis de dire que l'adaptation était aussi importante que l'atténuation. Les Etats ont décidé de mettre en place un objectif global d'adaptation, mais sans rien pour le mesurer. Ça reste vague. Politiquement, le sujet est reconnu d'importance égale. Mais dans les faits, la finance climat est très orientée sur les questions d'atténuation.

Que faudrait-il faire ?

S'adapter, c'est réduire le risque lié au changement climatique, ou amplifié par le changement climatique : les tempêtes, les sécheresses, les incendies. Mais cela demande une vraie révolution territoriale et une révolution des mentalités. Il faut une intégration forte du fait que l'environnement ça compte, et que c'est plus fort que nous. Sommes-nous prêts à faire ce pari du futur ? Car ça challenge totalement la manière dont on se projette sur le long terme. Mais le changement climatique nous impose de nous remettre en question.

Pourquoi ?

Si le changement climatique pouvait parler, il nous dirait : « Prenez conscience d'une chose, les conditions environnementales qui vous ont permis de vous développer sur les derniers siècles changent. » Or, on réfléchit encore à nos modes de développement à environnement stable. Mais le changement climatique ajoute une accélération de ces événements extrêmes, leur intensification et une évolution des conditions de base environnementales.

Il faudra par exemple faire avec la montée du niveau de la mer ?

Oui, car on ne peut plus penser le rapport de l'aménagement au littoral comme avant. On ne peut plus dire que pour faire face aux aléas qui viennent de la mer, on va construire des digues de plus en plus robustes, et de plus en plus hautes. Le fait que les conditions de base environnementales changent, impose de changer ce discours qui n'est plus tenable dans le temps. La grande question qui émerge sur le littoral est celle du retrait stratégique : faut-il délocaliser des gens, des infrastructures, des activités économiques qui vont être menacés par le niveau de la mer ? Pour les mettre où ? Cette question demande de réfléchir au futur du territoire affecté, au futur du bien-être et de l'identité de ce territoire, à une coopération plus renforcée avec les territoires voisins. Car si on déplace des personnes et des activités pour les mettre ailleurs, elles ne peuvent pas y aller sans l'accord de cet ailleurs.

Le changement climatique nous rappelle que la mer est plus forte que l'homme, que la technologie ne suffit pas

La technologie peut-elle nous aider ?

S'adapter demande une culture de l'humilité. Pendant des années, face à la mer, nous avons pensé que l'homme était plus fort. Nos sociétés se sont construites sur l'idée que l'homme maîtrisait les choses. Aujourd'hui, le changement climatique nous rappelle que la mer est plus forte que l'homme, que la technologie ne suffit pas. Si l'atténuation demande de revoir nos modes de consommation et représente à ce titre un grand défi, l'adaptation demande encore autre chose, et fait appel à davantage de difficultés. Car ce ne sont pas des ajustements économiques ou de consommation qui vont nous permettre de régler le problème. L'adaptation est un défi à notre manière de nous penser sur la planète. C'est quelque chose de moins facile à palper que la réduction de nos émissions. Et c'est la raison pour laquelle le sujet peine à émerger dans la tête des décideurs et des citoyens. La prise de conscience n'a pas eu lieu.

Pourquoi construire des digues ne suffit-il pas ?

Sur les littoraux, la mer attaque par-dessus et par-dessous. Ça salinise les nappes phréatiques avec des conséquences sur l'agriculture. Dans certains pays, cela pose des problèmes sur la consommation d'eau potable, comme au Bangladesh par

exemple, un énorme delta très sensible à l'élévation du niveau de la mer. Or, des eaux plus salées, avec des cultures pas tolérantes au sel, ça devient vite catastrophique dans des pays qui en dépendent pour leur subsistance. Ce n'est pas juste le niveau de la mer qui monte. En France, quand on regarde les seuls effets en cascade de la tempête Xynthia en 2010, il faut s'imaginer la démultiplication de ce coût dans le temps, en terme économique et sur tout le territoire. Qui va payer ?

Que fait-on pour s'adapter en France ?

Plus de 20 % des zones côtières sont soumises à un phénomène d'érosion et aucune région côtière française n'est épargnée par le recul du trait de côte. A La Rochelle, depuis Xynthia, il y a tous les premiers samedis du mois un exercice d'alerte à l'échelle de la ville. Dans les rues, il y a des marques qui indiquent le niveau d'eau atteint lors de cette tempête. Cela sensibilise les gens et ça participe à l'adaptation. En Camargue, la Tour du Valat restaure des zones humides entières dont on sait qu'elles sont un tampon en cas de tempête.

Existe-t-il des raisons de rester optimistes ?

Les risques du futur, on les connaît déjà. Les tempêtes, les cyclones, les sécheresses, les précipitations intenses, les épisodes cévenoles... on a déjà expérimenté tout ça sur la planète. Cela veut dire qu'on a une expérience des aléas futurs et des réponses pour s'y confronter. Il faut comprendre toute la cascade d'impacts et voir où on peut la bloquer. On a des solutions. Sur le littoral, soit vous partez soit vous restez. Si vous partez, il faut mettre en place cette question du retrait stratégique. Si vous restez, soit vous vous protégez coûte que coûte avec des digues, soit vous vous accommodez : vous construisez vos maisons sur pilotis, vous modifiez vos pratiques agricoles pour avoir des plantes plus tolérantes au sel, vous développez un système d'alerte plus efficace en cas d'événement extrême.

La décision publique n'a pas besoin de l'absolue précision scientifique pour agir

Verra-t-on des réfugiés climatiques ?

Si on continue sur nos trajectoires d'émission et si en parallèle, on continue sur nos trajectoires de développement, on va forcément arriver à un énorme problème. Les littoraux bas de la planète ne vont plus être habitables. Les migrations internationales, ce n'est pas un sujet de réalité concrète pour l'instant, mais ça pourrait le devenir.

Quand ?

Pour l'instant, personne n'est capable de vous dire quand et où ça va arriver. On ne peut pas dire que dans tel village de Bretagne, le niveau de la mer sera tel, à telle date. La science fait des modélisations, des fourchettes, des projections. On a énormément d'incertitudes. Et c'est toute la difficulté qu'il y a à se projeter sur des pas de temps très lointain. On est obligé de réfléchir à ce qu'on peut faire maintenant, et en même temps de mettre en place les conditions pour un futur lointain. Car on sait suffisamment que le niveau de la mer va monter et arriver à peu près dans telle zone. La décision publique n'a pas besoin de l'absolue précision scientifique pour agir. Qu'on arrête de me dire, comme certains maires de communes littorales : « Vous me parlez de 2100, revenez me voir en 2099 et on fera ce qu'il faudra. » Ça ne va pas se faire sans douleur, mais on peut minimiser la douleur.

<<https://www.lejdd.fr/Societe/alexandre-magnan-coauteur-du-rapport-du-giec-le-changement-climatique-impose-une-remise-en-question-4096009>>